

Ipas

LA DÉCLARATION DE CONSENSUS DE GENEVE (GDC) EN ACTION

Porquoi les Défenseurs des Droits Humains et les
Décideurs Politiques Doivent S'en Préoccuper,
et Ce Qu'ils Peuvent Faire



LA DÉCLARATION DU CONSENSUS DE GENEVE (GCD) EN ACTION :

POURQUOI LES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS ET LES DÉCIDEURS POLITIQUES DOIVENT S'EN PRÉOCCUPER, ET CE QU'ILS PEUVENT FAIRE

La GCD se développe et gagne du terrain et de l'influence.

Le 9 septembre 2024, la Première dame du Burundi, Angeline Ndayishimiye, a atterri à Washington pour assister à la quatrième commémoration annuelle de la [Déclaration du Consensus de Genève \(GCD\) sur la promotion de la santé des femmes et le renforcement de la famille](#). Elle [a été accueillie](#) à l'aéroport par [Valerie Huber](#), ancienne fonctionnaire au sein de l'administration Trump, militante anti-avortement et collaboratrice du Projet 2025. L'événement, au cours duquel Mme Ndayishimiye [est intervenue](#), s'est tenu le 10 septembre au Capitole et a été organisé par l'organisation de Mme Huber, l'Institut pour la santé des femmes (Institute for Women's Health - IWH). [Plus de 130 personnes y ont assisté](#), dont des diplomates, des membres du Congrès et des groupes de la société civile opposés à l'avortement.

La GCD est un manifeste anti-avortement non contraignant conçu par Valerie Huber pendant son mandat au ministère américain de la Santé et des Services sociaux et [déployés](#) à la fin de l'année 2020 ; initialement signée par 32 pays, la GCD rassemble une coalition mondiale d'États qui [s'opposent](#) à la santé et aux droits sexuels et reproductifs DSSR et aux droits LGBTQI+. L'initiative a été [dénoncée](#) comme « un exemple de la mobilisation néfaste d'États qui ont des programmes conservateurs et hostiles aux droits des femmes et s'efforcent de porter atteinte aux droits humains des femmes et des filles, bien établis et mondialement reconnus ». Sous la direction de Mme Huber, la GCD continue à gagner des adhérents, y compris les deux signataires les plus récents, le Burundi et le [Tchad](#), portant ainsi le nombre de pays membres de la GCD à 42.

L'IWH a été constitué à la fin de l'administration Trump et sert de mécanisme pour garantir la pertinence et la durée de vie de la GCD. À cette fin, Valerie Huber et l'IWH ont, en 2023, élaboré leur « stratégie Protego » dans le but de rendre la GCD opérationnelle et de supplanter une approche de l'éducation, de la santé et de la politique étrangère fondée sur les sciences et le respect des droits. S'inscrivant dans le cadre de Protego, un nouveau « Cadre pour la santé optimale des femmes » propose aux pays partenaires de la GCD des interventions dans les domaines de la santé et de l'éducation. Etant donné les objectifs de la GCD – à savoir, donner la priorité à la souveraineté nationale et aux familles hétérocentriques tout en rejetant l'avortement - l'augmentation du nombre de signataires de la GCD et de pays prêts à mettre en œuvre les programmes de l'IWH doit susciter l'inquiétude des défenseurs des droits humains, des décideurs politiques et des professionnels de la santé publique.

Toute politique ou programme basé sur la GCD est catastrophique pour l'autonomie corporelle et les droits reproductifs. Ci-dessous, nous répondons aux points clés qui expliquent en quoi le travail de Mme Huber continue de poser problème pour la santé des femmes, l'autonomie corporelle, le multilatéralisme et la démocratie, et ce qui peut être fait pour contrer son influence néfaste.

Toute politique ou programme fondé sur la GCD est catastrophique pour l'autonomie corporelle et les droits reproductifs.

1. En quoi le travail de Valerie Huber et de la GCD concerne-t-il les droits humains ?

- **Mme Huber, militante anti-avortement et défenseure de l'abstinence comme unique méthode de contraception, jouit d'une grande notoriété et exerce une forte influence au plus haut niveau mondial.**

Mme [Huber](#) n'est pas une professionnelle de la santé publique, mais elle se présente ainsi que son travail et son organisation comme détenant une expertise dans le domaine de la santé des femmes. Grâce à [son mandat](#) au sein de l'ex-administration Trump, à ses relations nationales et à ses alliés internationaux, Valerie Huber a accès à des espaces exclusifs où elle réussit à rencontrer des diplomates étrangers, des Premières dames nationales et d'autres décideurs de haut niveau pour promouvoir son idéologie.

- **La GCD a pour objectif de restreindre les droits reproductifs et l'autonomie corporelle.**

Mme Huber, son Institut pour la santé des femmes (IWH) et leurs alliés présentent la GCD comme étant dans l'intérêt des femmes, des enfants et du bien collectif de la société. Pourtant, la GCD engage ses membres à promouvoir des [« piliers »](#) qui s'opposent à l'amélioration de la santé des femmes et des filles dans toute leur diversité : « protéger la vie humaine », « renforcer la famille » et privilégier la souveraineté nationale face aux droits internationaux – en s'opposant aux droits des personnes LGBTQI+ et en refusant tout accès à l'avortement.

- **Le recrutement de nouveaux signataires de la GCD se poursuit activement et avec succès.**

Bien que plusieurs pays se soient retirés de la GCD depuis 2020, notamment le Brésil et la Colombie, ainsi que les États-Unis sous la présidence de Joe Biden, l'expansion constante de la Déclaration reflète la détermination de Valerie Huber à maintenir la viabilité de cette coalition. La Hongrie assure actuellement le secrétariat de la GCD, toutefois c'est Mme Huber qui [recrute de nouveaux signataires](#) grâce à ses nombreux voyages et aux rencontres qu'elle organise avec toute sorte de décideurs à Washington, DC, lors d'événements mondiaux de l'ONU ou dans leurs pays d'origine. Mme Huber a déclaré que son objectif était de porter le nombre d'États membres de la GCD à [72](#).

- **La GCD est intégrée dans le projet nationaliste chrétien américain « Projet 2025 ».**

Mme Huber et sa collègue de l'IWH, Alma Golden, font partie des contributeurs au [Projet 2025](#), un plan directeur pour une administration présidentielle américaine conservatrice qui a été élaboré par la fondation de droite, Heritage Foundation. L'IWH est également membre du comité consultatif du Projet 2025. La GCD est citée à plusieurs reprises dans le Projet 2025 en tant que document d'orientation pour la [prise de décisions en matière de politique étrangère, d'aide au développement et d'avortement](#).

2. Comment la GCD est-elle mise en œuvre dans la pratique ?

➤ L'IWH a créé un « cadre de santé » que les pays sont supposés mettre en œuvre par l'intermédiaire de leurs ministères.

La GCD n'a aucun pouvoir exécutif et ne comporte pas de mécanisme de responsabilité. C'est pourquoi l'IWH a créé le « [Cadre de santé optimale pour les femmes](#) » qui fait partie de sa stratégie Protego destinée à orienter les interventions dans les secteurs de la santé publique et de l'éducation. Le cadre de l'IWH s'adresse aux décideurs politiques et aux praticiens, et notamment aux ministères, aux administrateurs des systèmes de santé, aux cadres de santé publique, aux personnels médicaux, aux responsables politiques et aux dirigeants communautaires.

➤ Le Guatemala a piloté le cadre de l'IWH en juillet 2023.

De 2020 à 2024, [Mme Huber](#) a noué de solides relations avec le gouvernement ultraconservateur de l'ancien président guatémaltèque Alejandro Giammattei. En 2023, l'IWH a établi un [protocole d'accord](#) avec les ministères du [gouvernement guatémaltèque](#) pour « créer, piloter et mettre en œuvre un prototype du programme Protego », ainsi que des partenariats avec des organisations non gouvernementales, des leaders religieux et des chefs d'entreprise. Deux documents d'orientation conçus par l'IWH ont également été introduits et lancés au Guatemala (voir ci-dessous).

➤ L'Ouganda est devenu le deuxième signataire de la GCD à adopter le cadre de l'IWH en mai 2024.

Valerie Huber a travaillé en étroite collaboration avec la Première dame et ministre de l'Éducation et des Sports de l'Ouganda, Janet Museveni. Un [protocole d'accord](#) a été signé entre l'IWH et l'Ouganda en mai 2024, et un groupe de travail interministériel a été créé pour mettre en œuvre le cadre de l'IWH. L'IWH travaille en partenariat avec l'[organisation locale Uganda Women's Effort to Save Orphans \(Effort des femmes ougandaises pour sauver les orphelins\)](#), fondée par la Première dame. En outre, Mme Museveni a présenté Valerie Huber à [d'autres Premières dames de pays africains](#).

➤ Valerie Huber négocie avec des diplomates et des Premières dames pour étendre la mise en œuvre de la GCD.

Elle travaille sur deux plans parallèles : recruter de nouveaux signataires de la GCD et identifier les États déjà membres de la GCD susceptibles d'appliquer Protego et le cadre de l'IWH. À Washington, DC, pendant l'été et l'automne 2023, Valerie Huber a rencontré le personnel des ambassades d'au moins [six pays](#). Elle s'est également rendue au [Tchad](#) fin 2023 et au [Burundi](#) début 2024, deux pays qui ont signé la GCD en septembre 2024. Au Burundi, Valerie Huber a rencontré non seulement la Première dame mais aussi le [premier ministre](#), après avoir [coorganisé](#) avec Family Watch International (FWI) et le Center for Family and Human Rights, deux organisations anti-LGBTQI+ animées par des idées hostiles, et la Mission permanente de la République du Burundi, [un événement](#) à l'occasion de la Commission 2024 sur le statut des femmes.

L'IWH présente la DCG, un manifeste anti-SDSR, anti-LGBTQI+ et anti-ECS, comme une solution aux « débats et programmes internationaux » répondant au « besoin pressant d'un véritable plaidoyer en faveur des femmes du monde entier ».



3. Pourquoi la GCD est-elle néfaste pour la santé des femmes, des filles et des enfants et pour les droits humains ?

➤ **Tout cadre, politique, programme ou pratique fondé sur la GCD est incompatible avec les intérêts des femmes, des filles et des personnes marginalisées.**

Le [cadre](#) de 70 pages de [l'IWH](#) se présente comme « une ressource basée sur des données probantes destinée à promouvoir un programme de santé optimal et à faible coût » destinée aux gouvernements dans le but d'aider « les femmes et leurs familles ». Cependant, la GCD reflète la vision d'un monde hostile à la SDR et aux droits des personnes LGBTQI+ qui est celle de l'équipe de l'IWH et de ses alliés qui veulent supplanter le travail des organisations, et notamment des agences des Nations Unies, dans les domaines, entre autres, de la santé et de l'éducation.

➤ **Protego est conçu pour donner aux partenaires gouvernementaux des outils pour discréditer les systèmes multilatéraux qui promeuvent les droits humains des femmes, des filles et des personnes LGBTQI+ et de s'y opposer.**

Les éléments de plaidoyer et de politique de [la stratégie Protego](#) en sont une illustration flagrante puisqu'ils incluent « le renforcement de lois, de politiques et de protections à l'intention des femmes et des familles ainsi que le développement de compétences diplomatiques permettant de limiter l'espace propices aux idéologies considérées comme incohérentes, intrusives ou nuisibles à l'État-nation », un code qui renvoie à des positions anti-genre, anti-SDR, et anti-LGBTQI+.

➤ **Le cadre de l'IWH est superficiel, il ne fait que répandre de la désinformation et omet des informations scientifiques exactes ainsi que des approches fondées sur les droits humains en matière de soins de santé.**

Le document sélectionne ce que les auteurs considèrent comme des questions de « santé des femmes ». Bien qu'il fasse référence à certaines sources légitimes, il omet délibérément des approches des soins de santé scientifiquement exactes et fondées sur les droits humains, tout en perpétuant une désinformation alignée sur la vision du monde prônée par la GCD. Le cadre traite l'avortement uniquement comme une méthode de contraception inacceptable et ne mentionne la contraception que de manière superficielle, sans faire référence aux méthodes contraceptives modernes ou à leur accès.

➤ **Le cadre de l'IWH exclut les réalités relatives à la santé sexuelle et reproductive ; seuls les individus et les relations hétérocentriques procréatrices existent aux yeux de la GCD et de l'IWH.**

Dans la section intitulée « Mariage et relations familiales saines », par exemple, il n'est fait aucune mention de la santé sexuelle, de la santé reproductive ou du choix en matière de procréation. Tout au long de ce cadre, les grossesses tardives sont stigmatisées et la procréation assistée est ignorée. Le cadre omet également toute mention des personnes LGBTQI+, ainsi que des personnes en situation de handicap et n'aborde pas les besoins des personnes qui subissent des formes croisées de discrimination.

➤ **Le cadre de l'IWH donne la priorité au contrôle parental sur les droits de l'enfant.**

Bien que le document aborde superficiellement différents sujets - les travailleurs de la santé communautaire, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que les conflits et les déplacements - il ne détaille que la santé des adolescents. On peut trouver un exemple clair de l'approche de l'IWH en matière de santé des adolescents dans deux programmes pilotés au Guatemala : 1) « Guide de communication parent/enfant (The Parent/Child Communication Guide) » ; et 2) « Stratégie des trois générations pour la santé des adolescents (The Three Generation Strategy for Adolescent Health). Ces programmes, comme le Cadre de manière plus générale, mettent l'accent sur le contrôle parental plutôt que sur les droits de l'enfant. Ils sont conçus pour aider les

parents à préparer les jeunes au mariage, en leur conseillant d'éviter les risques sexuels - ce qui signifie l'abstinence - en dehors des relations monogames, et en encourageant le suivi des schémas de fécondité comme forme de contraception. Aucune mention n'est faite de l'éducation complète à la sexualité (ECS), ni même de la sexualité, de la diversité sexuelle ou des droits de l'enfant.

4. Qu'est-il possible de faire pour contrer la GCD ?

✓ **Sensibiliser aux dangers de la GCD et aux efforts déployés par l'IWH pour mettre Protego en œuvre.**

Dans les espaces multilatéraux et nationaux, les défenseurs des droits humains, les militants et les décideurs politiques doivent éduquer leurs collègues et leurs contacts chargés de formuler la politique et la programmation sanitaire, en particulier au niveau des ministères nationaux, afin qu'ils comprennent que la GCD continue de représenter une menace. Dans les pays prioritaires, la société civile doit être sensibilisée aux risques inhérents à la GCD et au cadre de santé de l'IWH et doit être soutenue pour coordonner et mettre en œuvre des réponses à l'aide d'un plaidoyer sur plusieurs fronts.

✓ **Utiliser des messages communs pour contrer la mise en œuvre de la GCD.**

La réponse à toute mention de la stratégie Protego, du « Cadre optimal pour la santé des femmes (Women's Optimal Health Framework) », de la GCD et de l'incursion de l'IWH doit consister en un message commun : ces activités nuisent à la santé des femmes, encouragent les efforts autoritaires et coloniaux visant à imposer des valeurs nationalistes chrétiennes des États-Unis et omettent les meilleures pratiques en matière de droits humains dans les politiques et les programmes de santé, en particulier en ce qui concerne la santé des enfants, des adolescents et des jeunes, ainsi que celle des populations marginalisées.

✓ **Répondre de manière cohérente et constante lorsque de nouveaux signataires rejoignent la GCD.**

Des efforts diplomatiques doivent être entrepris en conséquence pour faire face à l'addition du Burundi et du Tchad à la liste des signataires de la GCD. Il est essentiel de comprendre le point de vue de la société civile pour élaborer des tactiques permettant d'approcher les dirigeants et les décideurs en fonction de l'évolution du contexte politique et des droits humains [dans ces pays].

✓ **Recourir au plaidoyer pour persuader les gouvernements de renoncer à la GCD.**

Comme ce fut le cas avec le Brésil, la Colombie et les États-Unis, il convient de faire des ouvertures diplomatiques aux pays susceptibles de reconsidérer leur adhésion à la GCD. Le Bénin et la République démocratique du Congo, compte tenu de leurs avancées en matière de santé sexuelle et reproductive, pourraient être disposés à réévaluer leur participation [aux programmes alignés sur la GCD].



Ipas Partenaires pour la
justice reproductive

P.O. Box 9990, Chapel Hill, NC 27515 USA

 1.919.967.7052

 ContactUs@ipas.org

www.ipas.org